



## **Un changement de paradigme pour faire face à la situation actuelle?**

*Déclaration des syndicats mondiaux lors des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, octobre 2023*

---

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le monde semble être constamment en crise, traversé par une série de chocs mondiaux qui ont mis en évidence le caractère inégalitaire et instable du système économique international. Alors que les bénéfices des entreprises ont enregistré de fortes hausses et que les pays les plus riches se sont efforcés de préserver leur économie, les travailleurs, partout dans le monde, ont vu leur pouvoir d'achat diminuer et les services publics se réduire à leur plus simple expression, pendant que les pays en développement sombraient dans un grave surendettement. Ce sont les femmes et les groupes vulnérables qui ont le plus souffert, et l'inégalité a augmenté pour la première fois depuis plusieurs décennies. Des appels au changement se sont élevés, lancés par des millions de travailleurs sur les piquets de grèves, des réfugiés déplacés par la guerre et les catastrophes climatiques, et des milliards de personnes dont les moyens de subsistance, l'éducation et la vie ont été suspendus ou interrompus à cause de la crise.

Des appels urgents à la réforme ont été adressés aux plus hauts niveaux de pouvoir, mais la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) répondent aux crises d'aujourd'hui avec les stratégies d'hier. Les demandes de réforme des institutions de Bretton Woods concernent aussi bien l'Initiative Bridgetown que le G20, et l'importance des enjeux apparaît dans l'élargissement de l'alliance des BRICS et dans la recherche d'alternatives. Cette année, le secrétaire général des Nations Unies a publié une note d'information préconisant des réformes systémiques de l'architecture financière mondiale. Des évaluations réalistes sur l'état d'avancement des Objectifs de développement durable (ODD) dressent un tableau désastreux de la situation, et l'OIT conclut que «le monde est loin du compte pour près des deux tiers des

indicateurs mesurant les progrès vers l'ODD 8» et que «la communauté internationale est aujourd'hui presque aussi loin d'atteindre les cibles de l'ODD 8 qu'elle ne l'était en 2015.» D'un côté, la Banque mondiale et le FMI affirment qu'ils ont modifié leur approche mais, d'un autre côté, ils donnent toujours la même réponse insuffisante pour contrer la multitude de crises qui frappent le monde actuellement.

En réaction aux appels à la réforme de plus en plus insistants, le Comité du développement du Groupe de la Banque mondiale a publié au début de l'année une *Feuille de route pour l'évolution* de l'institution. Au lieu de saisir l'occasion de démocratiser et de redynamiser le fonctionnement de la Banque mondiale, le document redouble d'attentions pour l'approche «en cascade», axée sur le financement privé et la privatisation des biens publics au niveau mondial. Cet intérêt pour les solutions du secteur privé et la suprématie de la finance se reflète également dans l'approche de la Banque mondiale à l'égard de la protection sociale et dans la méthodologie qu'elle a utilisée pour le projet «Business ready» (B-Ready), qui a succédé au rapport controversé *Doing Business*, mais qui défend tout autant l'affaiblissement des droits des travailleurs.

Le FMI a procédé à des changements analytiques constructifs dans son approche de l'inégalité, de la hausse des revenus et des dépenses de protection sociale. Malgré cette démarche nuancée et un besoin sans précédent d'investissements et de liquidités depuis quelques années, les pays en difficulté se voient toujours recommander de réduire les salaires, le secteur public et les dépenses sociales. En dépit du mouvement extraordinaire en faveur de réformes systémiques et du militantisme infatigable des nations endettées et vulnérables au changement climatique, les perspectives économiques des travailleurs de pays comme l'Argentine, le Ghana, le Sri Lanka et la Tunisie ne sont guère plus réjouissantes qu'au cours des décennies perdues résultant des crises précédentes.

La frustration mondiale, due à un modèle immuable de financement du développement international, est la conséquence prévisible de plusieurs dizaines d'années de politiques infructueuses qui ont récompensé les riches et fait peser le sacrifice sur les travailleurs et leur famille. Les difficultés de l'époque actuelle et la frustration de milliards de personnes donnent l'occasion de changer cette dynamique et de créer un multilatéralisme renouvelé, qui repose sur la solidarité — un nouveau contrat social qui définisse notre siècle. Mais pour y parvenir, encore faut-il que la Banque mondiale et le FMI saisissent cette occasion.

### **Étude de cas: Maroc, MENA, et continent africain**

Cette année, les Assemblées annuelles se tiendront à Marrakech, au Maroc. Un mois avant le début prévu de ces réunions, un terrible séisme a frappé la région, faisant plus de 3.000 morts et des milliers de blessés. Les tremblements de terre surviennent par hasard, mais leurs impacts sont révélateurs des choix politiques. Un investissement soutenu dans les services publics et une reconstruction centrée sur la sécurité et la transparence sont nécessaires pour éviter d'autres décès suite à cette tragédie. Nous demandons aux institutions de Bretton Woods de

s'engager vis-à-vis d'une reconstruction qui promeuve une croissance durable et inclusive au Maroc longtemps après la clôture des Assemblées annuelles.

Les difficultés de longue date en Afrique du Nord témoignent de la nécessité de mettre l'accent sur le travail décent, le dialogue social et le secteur public. Les répercussions du Printemps arabe se font encore ressentir aujourd'hui dans l'ensemble de la région – et une grande partie de leurs causes structurelles sous-jacentes ne sont toujours pas résolues. Des marchés du travail trop fragiles n'ont pas pu absorber le nombre de diplômés, et la possibilité de trouver des emplois sûrs est rare dans la région, en particulier pour les jeunes et les femmes. Les réductions préconisées par les IFI dans le secteur public, notamment dans le domaine de l'éducation, affaiblissent non seulement une source essentielle du travail décent, mais aussi un pilier de l'emploi respectueux de l'égalité entre hommes et femmes; la flexibilisation et le travail précaire rendent la situation des travailleurs marginalisés encore plus difficile. Le fait que ces travailleurs soient structurellement exclus du travail décent perpétue les conflits sociaux et l'oppression fondée sur le genre, et empêche un développement équitable.

Ces difficultés ne se cantonnent pas à l'Afrique du Nord. Depuis des années, l'Indice CSI des droits dans le monde classe la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) parmi les pires régions du monde pour les droits du travail. En Tunisie, la répression de plus en plus forte envers les syndicalistes est une tendance alarmante, mais l'ensemble des pays de la région mettent constamment à mal les droits fondamentaux au travail. Le Qatar a pour sa part adopté de vastes réformes du droit du travail en 2017. En coopération avec l'OIT et le mouvement syndical mondial, d'autres progrès importants devront encore être réalisés pour protéger la liberté syndicale et instaurer le dialogue social. Le Maroc lui-même envisage des réformes qui risquent de limiter le droit de grève. Tandis que les travailleurs attendent que la Banque mondiale redéfinisse sa position sur les politiques du marché du travail, les nouveaux programmes, à l'instar du projet B-Ready, sont des indicateurs préoccupants, qui encouragent l'emploi précaire et l'érosion de la protection sociale. Cette approche ne fera qu'aggraver les problèmes de la région et ralentir la mise au point d'un modèle de croissance plus durable.

Bien que de nombreux pays du continent africain bénéficient de meilleurs droits du travail que les États arabes, ils sont confrontés à une crise de la dette qui porte préjudice au travail décent et au développement équitable. En août, des syndicalistes de plus d'une dizaine de pays se sont réunis à Dakar à l'occasion d'un atelier continental sur la dette souveraine, pour discuter du problème urgent de l'endettement en Afrique, et demander un allègement substantiel de la dette et une reprise centrée sur les emplois et les salaires, afin de rattraper une décennie perdue, comme au Ghana, au Sénégal, au Tchad, en Tunisie et en Zambie. À un moment qui nécessite une réforme structurelle mondiale, les réductions opérées dans les caisses de retraite du Ghana imitent le concept du partage équitable de la charge de la dette entre les financiers mondiaux et les travailleurs africains. Pour s'extraire du piège de la dette, les pays africains auront besoin d'autres mesures que la réduction des dépenses du secteur public qui serait, en

fait, contreproductive. Il leur faut au contraire une aide, des réformes et un investissement plus importants que jamais.

Cette année, le *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale explore la question de la migration. C'est un thème approprié, étant donné que l'Union européenne accroît actuellement la pression sur les pays d'Afrique du Nord pour endiguer la vague de migrants en provenance de cette région et de l'ensemble de l'Afrique; la Banque affirme à juste titre que la migration «peut être une force pour la prospérité.» Toutefois, en l'absence de droits et de protections sociales, les migrants sont particulièrement vulnérables aux conditions de travail dangereuses et relevant de l'exploitation, qui entretiennent une forme de spirale infernale des normes de travail, encline à appauvrir tous les travailleurs et à enrichir quelques personnes. Les politiques protectionnistes se révèlent incapables de briser ce cycle; faute d'investissements suffisants pour améliorer la capacité du secteur public et l'offre de services sociaux, les dirigeants nationaux risquent de se tourner vers des mesures «efficaces» sur le plan politique mais inhumaines, telles que les expulsions collectives et le mauvais traitement des travailleurs migrants. Pour rompre ce cycle de violence, les institutions financières internationales (IFI) doivent promouvoir un développement durable qui puisse garantir une vie digne pour les travailleurs de tous les pays, de sorte que la migration résulte d'un choix véritable, et qu'elle ne soit pas motivée par des contraintes économiques ni des inégalités croissantes.

En mettant en œuvre de nouvelles idées, la Banque mondiale et le FMI peuvent aider le Maroc, la région MENA et le continent africain à changer de cap et à briser le cycle de l'endettement et du sous-développement. Dans cette perspective, les IFI devraient offrir leur expertise politique pour aider les pays à appliquer des réformes fiscales progressistes, qui favorisent l'égalité et découragent la spéculation; elles devraient aider les entreprises publiques à dispenser des services qui répondent aux besoins d'aujourd'hui, au lieu de les privatiser, et elles devraient soutenir les pays qui utilisent la politique industrielle pour créer des économies plus égalitaires et plus durables, plutôt que de contribuer à la «spirale infernale» mondiale.

### **La voie à suivre pour progresser: un multilatéralisme axé sur la solidarité**

Un nombre grandissant de travailleurs, à travers le monde, vivent dans des pays de plus en plus endettés, et qui pèsent de moins en moins dans la gouvernance économique mondiale; dans de nombreux pays, l'espoir d'un développement durable et équitable s'étiolle depuis plus d'une génération. Et dans presque tous les pays à faible revenu et à revenu élevé, les travailleurs sont confrontés à une diminution des salaires réels, à une augmentation des dettes, et à des services publics vidés de leur substance. La montée de l'extrême droite et des mouvements politiques fascistes ne peuvent se comprendre que dans ce contexte, et il n'est pas surprenant de constater que les acteurs puissants de toute la planète répriment le mouvement syndical et d'autres formes d'organisation susceptibles d'offrir un avenir meilleur. Les appels répétés en faveur d'un nouveau contrat social proviennent de la grande majorité de personnes qui, à travers le globe, ont été exclues de l'architecture financière mondiale. Mais le fait que la Banque

mondiale et le FMI ignorent ou sous-estiment ces demandes menacent leur légitimité en ces temps tourmentés.

Les institutions multilatérales connaissent en outre une crise de cohérence: alors que des engagements internationaux ont été pris pour renforcer le travail décent et étendre la protection sociale, notamment par le biais des ODD, les conseils et les pratiques de prêt des institutions financières internationales sont souvent contraires à ces objectifs. Il est urgent de réformer notre système multilatéral pour veiller à ce que les politiques des IFI soient cohérentes par rapport aux objectifs internationaux et aux normes internationales du travail qui ont été scrupuleusement négociées et approuvées par les gouvernements, les employeurs et les travailleurs.

La situation actuelle nécessite une nouvelle stratégie, ce qui crée des possibilités en termes de solidarité et de changement. Un multilatéralisme renouvelé peut donner la force et la légitimité d'entreprendre les projets courageux dont nous avons tant besoin aujourd'hui: réformer notre «non-système» défaillant pour résoudre la question de la dette souveraine, investir dans la transition énergétique sans laisser les communautés de côté, garantir la protection sociale universelle, et soutenir une croissance inclusive en s'appuyant sur le travail décent, caractérisé par un dialogue social fort, la liberté syndicale et la négociation collective – c'est-à-dire un nouveau contrat social.

## Recommandations à l'intention des institutions financières internationales

- Veiller à ce que les fonds alloués à la reconstruction au Maroc, en Turquie, en Ukraine et d'autres pays dans le besoin garantissent le travail décent – à savoir la liberté syndicale et la négociation collective — ainsi que la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés destinataires des projets.
- Encourager les investissements afin de relever les grands défis mondiaux de manière transparente, durable, et contrôlée démocratiquement.
- S'associer aux appels à réformer l'actuelle architecture financière internationale dans le but de lutter contre la charge de la dette et les inégalités systémiques qui ne cessent d'augmenter, en particulier le coût élevé de l'emprunt, l'accès limité aux liquidités pour les pays en développement, et l'instabilité des flux de capitaux.
- S'engager pour un allègement de la dette multilatéral.
- Travailler en étroite collaboration avec les syndicats pour garantir que le financement du climat s'accompagne d'une transition juste pour les travailleurs, plus précisément (mais pas seulement) la transition énergétique, avec des critères sur l'engagement des travailleurs à travers le dialogue social, les évaluations d'impact et le dialogue collectif, englobant le travail décent, la formalisation, l'infrastructure résiliente, les systèmes et les protections adaptés aux nouvelles réalités climatiques, la protection sociale, et l'énergie durable et abordable pour tous.
- Octroyer aux pays des investissements et leur fournir une assistance technique pour leur permettre de dispenser des services publics de qualité et mettre fin aux privatisations opportunistes contraires à leurs intérêts.
- Adopter une approche fondée sur les droits pour faire face aux enjeux mondiaux – notamment la migration – qui protège les travailleurs, stimule le développement durable et prévient la marchandisation et l'exploitation des travailleurs.
- Consulter de manière significative les syndicats, en tant que représentants des travailleurs démocratiquement élus, pour élaborer les politiques économiques et sociales et les politiques de travail, ainsi que pour prodiguer des conseils techniques aux pays, par exemple en ce qui concerne l'évaluations de l'impact social.

### Les syndicats recommandent au FMI de:

- Renforcer la mise en œuvre de ses socles de dépenses sociales en respectant pleinement les normes internationales du travail pour garantir l'espace budgétaire nécessaire à une reprise vigoureuse et inclusive; il doit s'agir d'un véritable socle et non d'un plafond. De surcroît, le FMI devrait soutenir davantage les États pour accroître les revenus de protection sociale, au lieu de promouvoir la réduction des dépenses sociales sous le prétexte de la durabilité.
- Faire valoir sa position pour soutenir et renouveler son engagement à l'égard d'un mécanisme complet, juste et contraignant en vue de restructurer la dette souveraine,

conformément à la Résolution A/RES/69/319 des Nations Unies, et d'examiner le besoin d'investissements sociaux et climatiques dans le cadre des analyses de la dette.

- Émettre des droits de tirage spéciaux (DTS) supplémentaires en réponse aux besoins mondiaux, et aider à la réaffectation des DTS existants depuis les pays à revenu élevé vers les pays en développement au moyen de fonds spéciaux dédiés, de transferts directs, ou d'autres institutions.
- Protéger de manière préventive les travailleurs et leurs caisses de retraite contre les effets injustes de la restructuration de la dette nationale, et travailler avec les pays débiteurs pour trouver des alternatives constructives qui ne portent pas préjudice aux travailleurs ni aux citoyens.
- Améliorer la transparence des négociations entre le FMI et les pays de sorte à parvenir à des accords durables par le biais du dialogue social.
- Soutenir des réformes fiscales progressistes pour réduire l'inégalité, telles que les taxes sur les transactions financières qui découragent la spéculation et stimulent l'investissement.
- Mettre fin aux contraintes de la masse salariale du secteur public qui fragilisent la qualité des emplois et le recrutement de travailleurs essentiels du secteur public, à savoir les infirmiers/ères, les enseignant(e)s et les employé(e)s des transports dont le rôle est indispensable à la réalisation des ODD.
- Rendre les prêts plus souples et réactifs aux besoins des emprunteurs, en limitant les conditions de prêt et en mettant un terme aux surcharges régressives qui précipitent dans une dette encore plus grave les pays éprouvant des difficultés économiques, et qui empêchent la reprise à l'échelle mondiale.

#### **Les syndicats recommandent au groupe de la Banque mondiale de:**

- Promouvoir les politiques de marché du travail propices au travail décent — reposant sur la liberté syndicale et le dialogue social — au lieu de la précarisation et de l'informalisation, notamment dans sa prochaine déclaration sur la politique du travail.
- Soutenir les investissements dans une protection sociale réellement universelle, conformément aux normes internationales du travail, pour lutter contre la pauvreté, promouvoir efficacement l'équité et remédier au manque de protection sociale des travailleurs de l'économie informelle et occupant des formes d'emploi atypiques.
- Supprimer la question du travail du projet B-Ready, qui encourage l'emploi précaire de mauvaise qualité et affaiblit la protection sociale.
- Remédier aux difficultés structurelles en matière d'égalité, en intégrant la nécessité de compter sur des institutions du marché du travail robustes dans la stratégie de la Banque mondiale afin d'améliorer les conditions de travail des femmes, des travailleurs migrants, des jeunes travailleurs, des travailleurs informels et d'autres populations marginalisées.

- Collaborer avec les syndicats pour prévenir l'exploitation des travailleurs dans les projets de développement en privilégiant les actions suivantes:
  - Évaluer l'impact des projets de développement sur le marché du travail et leurs effets distributifs avant l'approbation du Conseil.
  - Promouvoir l'égalité de genre dans l'emploi, en particulier dans les secteurs à prédominance masculine.
  - Améliorer la mise en œuvre des sauvegardes et la gestion des réclamations, en fixant par exemple des délais précis pour identifier les violations des normes de performance; élaborer un plan de mesures correctives selon un calendrier défini, et résoudre toute violation qui aurait été commise.
- Soutenir des investissements importants dans les services publics de santé et d'éducation, et le transport durable et accessible, ainsi que dans les systèmes de protection sociale universels fondés sur les droits pour garantir une existence digne aux citoyens.